

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[C – 2022/33313]

**1^{er} SEPTEMBRE 2022. — Arrêté du Gouvernement wallon
portant diverses mesures temporaires de lutte contre la peste porcine africaine chez les sangliers**

Le Gouvernement wallon,

Vu la loi du 28 février 1882 sur la chasse, les articles 1^{er}ter, inséré par le décret du 14 juillet 1994 et modifié par le décret du 16 février 2017, 7, § 1^{er}, remplacé par le décret du 14 juillet 1994 et modifié par les décrets des 16 février 2017 et 17 juillet 2018, 9, remplacé par le décret du 14 juillet 1994 et modifié par le décret du 16 février 2017, 9bis, § 1^{er}, inséré par le décret du 14 juillet 1994 et modifié par le décret du 16 février 2017, 10, alinéa 6, remplacé par le décret du 14 juillet 1994 et modifié par le décret du 17 juillet 2018, et 12ter, § 3, inséré par le décret du 14 juillet 1994 et modifié par le décret du 16 février 2017 ;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 8 juin 2017 portant organisation des contrôle et audit internes budgétaires et comptables ainsi que du contrôle administratif et budgétaire des Services du Gouvernement wallon, des services administratifs à comptabilité autonome, des entreprises régionales, des organismes et du Service du Médiateur et la Commission wallonne pour l'Énergie en Région wallonne ;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 8 novembre 2018 accordant la possibilité d'un défraiement pour l'évacuation et le transport vers le centre de collecte des sangliers abattus dans le cadre de la lutte contre la propagation de la peste porcine africaine ;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 16 septembre 2021 portant diverses mesures temporaires de lutte contre la peste porcine africaine ;

Vu le rapport du 12 juillet 2022 établi conformément à l'article 3, 2^o, du décret du 11 avril 2014 visant à la mise en œuvre des résolutions de la Conférence des Nations unies sur les femmes à Pékin de septembre 1995 et intégrant la dimension du genre dans l'ensemble des politiques régionales ;

Vu l'avis du pôle « Ruralité », sections « Chasse », « Agriculture, Agroalimentaire et Alimentation » et « Forêt et Filière Bois », donné le 4 juillet 2022 ;

Vu la demande d'avis dans un délai de trente jours, adressée au Conseil d'Etat le 20 juillet 2022, en application de l'article 84, § 1^{er} alinéa 1^{er}, 2^o, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973 ;

Considérant l'absence de communication de l'avis dans ce délai ;

Vu l'article 84, § 4, alinéa 2, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973 ;

Considérant l'arrêté du Gouvernement wallon du 18 octobre 2012 fixant les conditions de nourrissage du grand gibier ;

Considérant qu'en application de la Directive 2002/60/CE du Conseil du 27 juin 2002 établissant des dispositions spécifiques pour la lutte contre la peste porcine africaine et modifiant la directive 92/119/CEE, en ce qui concerne la maladie de Teschen et la peste porcine africaine, la confirmation le 13 septembre 2018 d'un cas primaire de peste porcine africaine chez les sangliers dans une partie du territoire de la Région wallonne a obligé le Gouvernement à prendre diverses mesures en vue de freiner la propagation de la maladie ;

Considérant que de telles mesures ont été adaptées et complétées à plusieurs reprises en fonction de l'évolution de la situation sanitaire, en dernier lieu le 16 septembre 2021 ;

Considérant que ces mesures ont porté leurs fruits puisque le dernier cas de carcasse fraîche positive au virus remonte au 11 août 2019 et les derniers ossements notifiés positifs remontent au 4 mars 2020 et appartenaient à un animal mort depuis au moins six mois, ce qui ramène la date de dernière circulation virale au mois de septembre 2019 ;

Considérant qu'au vu de ces résultats, la Commission Européenne a signifié à la Belgique le 20 novembre 2020 le recouvrement du statut indemne PPA ;

Considérant que l'Organisation internationale de la santé animale a, quant à elle, signifié à la Belgique le 21 décembre 2020 le recouvrement du statut indemne PPA pour l'exportation hors Europe de la viande de porc ;

Considérant que le comité de suivi mis en place pour la gestion de la crise sanitaire de la peste porcine africaine, associant les autorités fédérales et régionales compétentes, des experts scientifiques et un représentant des chasseurs, recommandant, par prudence, le maintien de la plupart des mesures prévues par l'arrêté du Gouvernement wallon du 16 septembre 2021 précité en vue de la prochaine année cynégétique, estimant que des incertitudes subsistent toujours au sujet du maintien et de la réémergence potentielle de la maladie ;

Considérant que l'évolution défavorable de la peste porcine africaine au niveau de l'Union européenne ne fait que renforcer cette recommandation ;

Sur la proposition du Ministre de l'Agriculture et de la Ministre de la Forêt ;

Après délibération,

Arrête :

CHAPITRE 1^{er}. — Définitions

Article 1^{er}. Pour l'application du présent arrêté, l'on entend par :

1^o l'Administration : le Département de la Nature et des Forêts du Service public de Wallonie Agriculture, Ressources naturelles et Environnement ;

2^o le chef de cantonnement : le chef de cantonnement du Département de la Nature et des Forêts territorialement compétent pour la plus grande partie de la surface du territoire de chasse concerné ;

3^o la formation en biosécurité : la formation organisée par l'Administration concernant les règles à suivre lors de l'enlèvement et du transport des sangliers morts afin de limiter les risques de propagation de la peste porcine africaine lors de ces opérations ;

4^o la zone de surveillance : la zone opérationnelle reprenant toutes les anciennes zones désignées comme zones infectées à un moment ou un autre depuis le début de la crise de la peste porcine africaine, soit le 13 septembre 2018 ;

5° la zone d'observation : la zone opérationnelle entourant la zone de surveillance, dans laquelle des mesures de lutte contre la peste porcine africaine ont été prises depuis le 15 octobre 2018, en vue d'y réaliser un vide sanitaire par la dépopulation des sangliers ;

6° les ministres : le ministre qui a la forêt dans ses attributions et le ministre qui a la chasse dans ses attributions.

Les zones de surveillance et d'observation visées à l'alinéa 1^{er}, 4° et 5°, sont décrites et représentées en annexe.

CHAPITRE 2. — Mesures communes à la zone de surveillance et à la zone d'observation

Art. 2. § 1^{er}. Tout sanglier trouvé mort dans la zone de surveillance ou dans la zone d'observation est signalé immédiatement à l'Administration, soit en prenant directement contact avec le chef de cantonnement ou l'un de ses subordonnés, soit en appelant la centrale d'appel du Service public de Wallonie.

L'Administration prend les mesures nécessaires pour assurer son transport vers le centre de collecte de Virton où il fait l'objet d'un prélèvement d'échantillons sous la responsabilité de la Faculté de Médecine vétérinaire de l'Université de Liège, avant que sa carcasse ne soit détruite conformément à la législation relative aux déchets.

§ 2. S'ils proviennent de la zone d'observation, les sangliers manifestement morts à la suite d'un accident routier ou d'un tir par balle ne sont pas concernés par l'application du paragraphe 1^{er}.

Art. 3. En cas de confirmation d'un nouveau cas de peste porcine africaine sur un sanglier trouvé mort ou abattu dans la zone de surveillance ou dans la zone d'observation, les ministres se concertent pour interdire la chasse et le nourrissage dissuasif du sanglier durant une période de trente jours maximum dans une zone qu'ils déterminent de commun accord.

L'interdiction entrera en vigueur le jour de la publication au *Moniteur belge* de l'arrêté du ministre qui a la chasse dans ses attributions qui la prévoit.

En vue d'empêcher la propagation de la maladie, les ministres se concertent pour ordonner à l'Administration de détruire en tout temps les sangliers dans une zone qu'ils déterminent de commun accord, à l'aide d'armes à feu, éventuellement munies de silencieux et de lunettes de visée nocturne, ou en les piégeant, en ayant ou non recours à des appâts non vivants.

L'Administration peut agir sur toute propriété publique ou privée non constitutive d'un domicile privé au sens de l'article 15 de la Constitution, là où elle le juge utile pour éviter que l'épidémie se propage.

Les propriétaires et ayant droits ne s'opposent pas à cette destruction sur leurs propriétés.

Art. 4. Par dérogation à l'article 3, alinéa 2, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 18 octobre 2012 fixant les conditions du nourrissage du grand gibier, le nourrissage dissuasif du sanglier est interdit dans la zone de surveillance et dans la zone d'observation.

CHAPITRE 3. — Mesures spécifiques à la zone de surveillance

Art. 5. Tous les sangliers abattus dans la zone de surveillance font l'objet d'un constat de tir par un agent de l'Administration avant d'être évacués du territoire de chasse où ils ont été abattus.

Art. 6. Tous les sangliers abattus dans la zone de surveillance sont déposés au centre de collecte installé dans le district routier du Service public de Wallonie Infrastructures et Mobilité à Virton.

Les sangliers abattus sont emballés individuellement en entier dans une bâche avant leur déplacement.

Les bâches à utiliser sont mises gratuitement à la disposition des titulaires de droit de chasse au centre de collecte.

L'emballage et le transport des sangliers abattus vers le centre de collecte se fait sous la supervision d'une personne ayant suivi la formation en biosécurité.

Au centre de collecte, les sangliers abattus font l'objet d'un prélèvement d'échantillons sous la responsabilité de la Faculté de Médecine vétérinaire de l'Université de Liège chargée de la surveillance sanitaire de la faune sauvage en Région wallonne, en vue de la réalisation de tests pour la détection de la peste porcine africaine.

Il est interdit de mettre ces sangliers sur le marché. Les carcasses des sangliers sont détruites conformément à la législation relative aux déchets.

Art. 7. Si nécessaire et afin d'assurer une surveillance minimale régulière de l'état sanitaire des sangliers encore vivants dans la zone de surveillance, les ministres se concertent pour ordonner à l'Administration de détruire en tout temps des sangliers dans cette zone, à l'aide d'armes à feu, éventuellement munies de silencieux et de lunettes de visée nocturne, et d'appâts non vivants. Ils fixent de commun accord le nombre maximum de sangliers à détruire.

L'Administration peut agir sur toute propriété publique ou privée non constitutive d'un domicile privé au sens de l'article 15 de la Constitution, là où elle le juge utile pour éviter que l'épidémie se propage.

Les propriétaires et ayant droits ne s'opposent pas à cette destruction sur leurs propriétés.

CHAPITRE 4. — *Mesures spécifiques à la zone d'observation*

Art. 8. Tous les sangliers abattus dans la zone d'observation sont susceptibles de faire l'objet d'un prélèvement d'échantillons avant de quitter le territoire de chasse sur lequel ils ont été abattus.

Ces prélèvements sont effectués sous la responsabilité de la Faculté de Médecine vétérinaire de l'Université de Liège et ont lieu le jour même où les sangliers ont été abattus.

Les titulaires de droit de chasse ne s'opposent pas à ces prélèvements.

Tous les sangliers abattus dans la zone d'observation peuvent être mis sur le marché, y compris ceux ayant fait l'objet d'un prélèvement.

Art. 9. Afin de permettre la réalisation des prélèvements sur une partie des sangliers abattus dans la zone d'observation, les titulaires de droit de chasse actifs dans cette zone informent le chef de cantonnement pour le 1^{er} septembre 2022 au plus tard des dates des battues qu'ils organisent sur leur territoire au cours de l'année cynégétique 2022-2023 et des lieux de rassemblement du gibier abattu en vue de son éviscération.

CHAPITRE 5. — *Mesures applicables en dehors de la zone de surveillance et de la zone d'observation*

Art. 10. § 1^{er}. Tout sanglier trouvé mort en dehors des zones de surveillance et d'observation est signalé immédiatement à l'Administration, soit en prenant directement contact avec le chef de cantonnement ou un de ses subordonnés, soit en appelant la centrale d'appel du Service public de Wallonie.

L'Administration prend les mesures nécessaires pour que le sanglier fasse l'objet d'un prélèvement d'échantillons en vue de la réalisation de tests pour la détection de la peste porcine africaine et pour que son cadavre soit détruit conformément à la législation relative aux déchets. Le prélèvement se fait sous la responsabilité de la Faculté de Médecine vétérinaire de l'Université de Liège.

§ 2. Les sangliers manifestement morts à la suite d'un accident routier ou d'un tir par balle ne sont pas concernés par l'application du paragraphe 1^{er}.

Art. 11. En cas de confirmation d'un cas de peste porcine africaine sur un sanglier trouvé mort ou abattu en dehors de la zone de surveillance ou de la zone d'observation, les ministres se concertent pour interdire la chasse et le nourrissage dissuasif du sanglier durant une période de trente jours maximum dans une zone qu'ils déterminent de commun accord.

CHAPITRE 6. — *Octroi d'un défraiement pour l'évacuation et le transport vers le centre de collecte des sangliers abattus dans la zone de surveillance*

Art. 12. Toute personne ayant suivi la formation en biosécurité et qui est chargée de ramasser les sangliers abattus dans la zone de surveillance et de les transporter jusqu'au centre de collecte de Virton, a droit à un défraiement fixé forfaitairement à 100,00 euros par sanglier déposé au centre de collecte.

Art. 13. Le défraiement est accordé sur la base d'une déclaration de créance, dont l'Administration détermine le modèle.

Cette déclaration de créance est remplie au centre de collecte lors du dépôt du ou des sangliers. Elle est signée par le demandeur du défraiement et contresignée par l'agent de l'Administration qui réceptionne le ou les sangliers.

Un accusé de réception de la déclaration de créance est délivré au demandeur du défraiement.

Art. 14. Le non-respect avéré des mesures de biosécurité, l'absence de suivi de la formation en biosécurité et, d'une façon générale, toute tentative de fraude entraînent le refus du défraiement sollicité et le remboursement de tous les défraiements éventuellement déjà perçus.

Art. 15. Le paiement des défraiements est réalisé par le Service public de Wallonie après chaque trimestre échu.

Le Service public de Wallonie est également chargé du recouvrement des défraiements qui auraient été indûment payés.

CHAPITRE 7. — *Dispositions finales*

Art. 16. L'arrêté du Gouvernement wallon du 8 novembre 2018 accordant la possibilité d'un défraiement pour l'évacuation et le transport vers le centre de collecte des sangliers abattus dans le cadre de la lutte contre la propagation de la peste porcine africaine est abrogé.

Art. 17. Le présent arrêté cesse d'être en vigueur le 30 juin 2023.

Art. 18. Le Ministre qui a la forêt et le Ministre qui a la chasse dans ses attributions sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 1^{er} septembre 2022.

Pour le Gouvernement :

Le Ministre-Président,
E. DI RUPO

Le Ministre de l'Économie, du Commerce extérieur, de la Recherche et de l'Innovation,
du Numérique, de l'Aménagement du territoire, de l'Agriculture, de l'IFAPME et des Centres de compétences,
W. BORSUS

La Ministre de l'Environnement, de la Nature, de la Forêt, de la Ruralité et du Bien-être animal,
C. TELLIER

Annexe

**Description des différentes zones définies
dans le cadre de la lutte contre la peste porcine africaine****Description****A. Zone de surveillance**

La zone de surveillance est délimitée extérieurement par les limites suivantes (dans le sens des aiguilles d'une montre) :

- La N88, depuis son intersection avec la N883 au niveau d'Aubange jusqu'à son intersection avec la N811 au niveau de Bicaumont.
- La N811 jusqu'à son intersection avec la rue Baillet Latour.
- La rue Baillet Latour jusqu'à son intersection avec la N88.
- La N88 jusqu'à son intersection avec la N871 au niveau de Dampicourt.
- La N871 jusqu'à la frontière française.
- La frontière française vers le nord jusqu'à son intersection avec la N895 à hauteur de Limes.
- La N895 jusqu'à son intersection avec la N88 à Limes.
- La N88 jusqu'à son intersection avec la N891 au niveau de Gérouville.
- La N891 jusqu'à son intersection avec la N83 au niveau de Jamoigne.
- La N83 jusqu'à son intersection avec la N85 au niveau de Florenville.
- La N85 jusqu'à son intersection avec la N894.
- La N894 jusqu'à son intersection avec la rue de La Motte au niveau de Suxy.
- La rue de la Motte, puis la rue de Neufchâteau jusqu'à son intersection avec la N85 à hauteur du hameau de Hosseuse.
- La N85 jusqu'à son intersection avec la route Le Scalpé au niveau du hameau de Montplainchamps.
- La route Le Scalpé puis le chemin de campagne qui prolonge vers la gauche la route Le Scalpé lorsque celle-ci rejoint la route de la Bouvière, jusqu'à son intersection avec la N801.
- La N801 jusqu'à son intersection avec la N40 au niveau de Hamipré.
- La N40 vers Offaing jusqu'à son intersection avec la A4/E25/E411.
- La A4/E25/E411 jusqu'à son intersection avec la N81 au niveau de Weyler.
- La N81 jusqu'à son intersection avec la N883 au niveau d'Aubange.
- La N883 jusqu'à son intersection avec la N88.

B. Zone d'observation

La zone d'observation est délimitée extérieurement par les limites suivantes (dans le sens des aiguilles d'une montre) :

Partie Ouest

- La frontière française à partir de son intersection avec la N895 au niveau de Limes jusqu'à son intersection avec la rue Mersinhat au niveau de Chassepierre.
- La rue Mersinhat jusqu'à son intersection avec la N818.
- La N818 jusqu'à son intersection avec la N83.
- La N83 jusqu'à son intersection avec la N884.

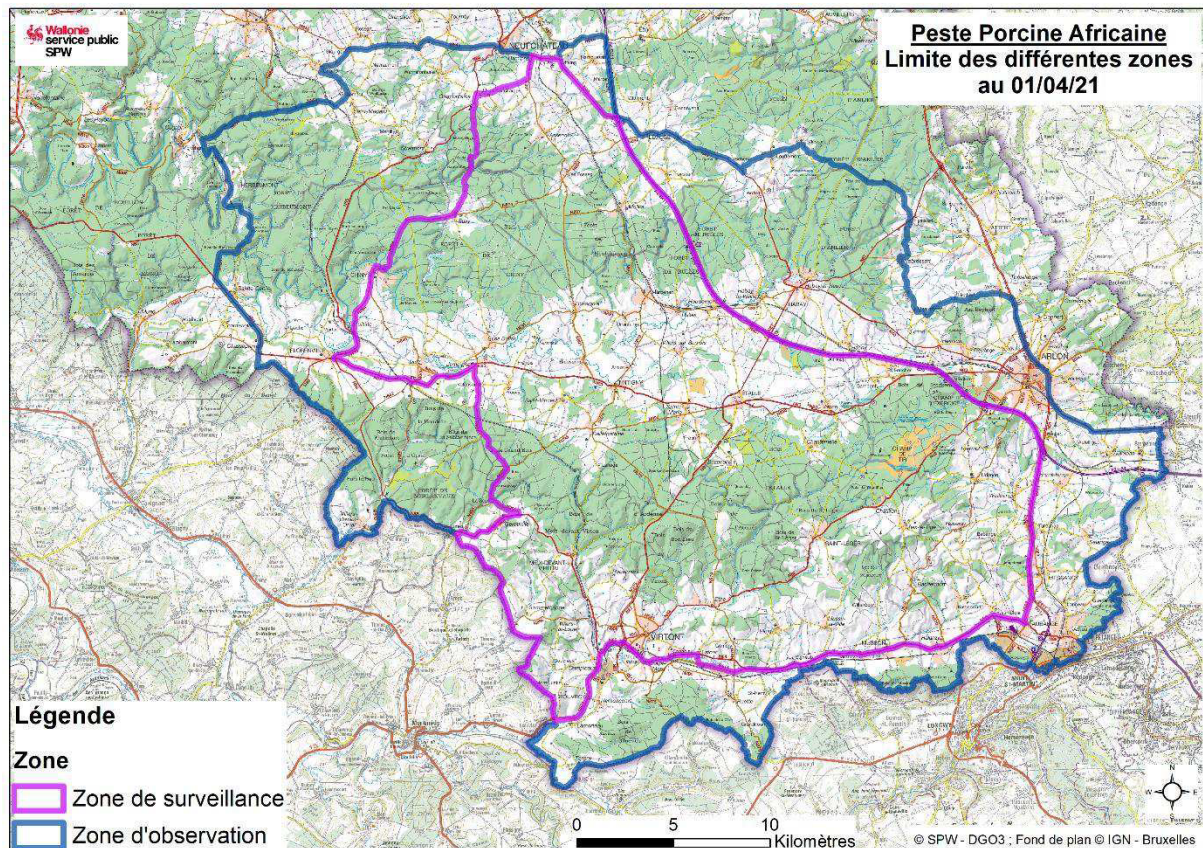
- La N884 jusqu'à son intersection avec la N824.
- La N824 jusqu'à son intersection avec Le Routeux au niveau de Gribomont.
- Le Routeux, la rue d'Orgéo et la rue de la Vierre jusqu'à son intersection avec la rue du Bout-d'en-Bas au niveau d'Orgéo.
- La rue du Bout-d'en-Bas, la rue Sous l'Eglise, la rue Notre-Dame et la rue du Centre jusqu'à son intersection avec la N845 au niveau de Biourge.
- La N845 jusqu'à son intersection avec la N85 au niveau de Neufchâteau.
- La N85 jusqu'à son intersection avec la N40.
- La N40 jusqu'à son intersection avec la N801 à Hamipré.
- La N801 jusqu'à son croisement à droite avec un chemin de campagne après son intersection avec la route d'Assenois.
- Le chemin de campagne vers la route Le Scalpé au niveau du hameau Monplainchamps.
- La route Le Scalpé jusqu'à son croisement avec la N85.
- La N85 jusqu'à son intersection avec la rue de Neufchâteau à hauteur du hameau de Hosseuse.
- La rue de Neufchâteau, puis la rue de la Motte jusqu'à son intersection avec la N894 à Suxy.
- La N894 jusqu'à son intersection avec la N85 au niveau de Lacuisine.
- La N85 jusqu'à son intersection avec la N83 au niveau de Florenville.
- La N83 jusqu'à son intersection avec la N891 au niveau de Jamoigne.
- La N891 jusqu'à son intersection avec la N88 au niveau de Gérouville.
- La N88 jusqu'à son intersection avec la N895 au niveau de Limes.
- La N895 jusqu'à son intersection avec la frontière française.

Partie Est

- La frontière luxembourgeoise depuis son intersection avec la N4 au niveau de Sterpenich jusqu'à son intersection avec la frontière française.
- La frontière française jusqu'à son intersection avec la N871 au niveau de Lamorteau.
- La N871 jusqu'à son intersection avec la N88 à proximité de Dampicourt.
- La N88 jusqu'à son intersection avec la rue Baillet Latour au niveau de Latour.
- La rue Baillet Latour jusqu'à son intersection avec la N811.
- La N811 jusqu'à son intersection avec la N88.
- La N88 jusqu'à son intersection avec la N883 au niveau d'Aubange.
- La N883 jusqu'à son intersection avec la N81.
- La N81 jusqu'à son intersection avec l'autoroute A4/E25/E411 au niveau de Weyler.
- L'autoroute A4/E25/E411 jusqu'à son intersection avec la N40 au niveau de Léglise.
- La N40 en direction d'Offaing jusqu'à son intersection avec la N802 au niveau d'Offaing.
- La N802 jusqu'à son intersection avec la N825.
- La N825 jusqu'à son intersection avec la A4/E25/E411.
- La A4/E25/E411 jusqu'à son intersection avec la N40 au niveau de Léglise.
- La N40 jusqu'à son intersection avec la rue du Tombois au niveau de Behême.
- La rue du Tombois jusqu'à la rue du Pierroy au niveau de Louftémont.
- La rue du Pierroy, la rue Saint-Orban et la rue Saint-Aubin jusqu'à la rue des Cottages au niveau de Vlessart.
- La rue des Cottages et la rue de Relune jusqu'à son intersection avec la N867.
- La N867 jusqu'à son intersection avec la N87 au niveau d'Heinstert.
- La N87 jusqu'à son intersection avec la rue du Burgknapp à Heinstert.

- La rue du Burgknapp jusqu'à son intersection avec la rue de la Halte à Nobressart.
- La rue de la Halte jusqu'à son intersection avec la rue du Centre.
- La rue du Centre et la rue de l'Eglise jusqu' Thiaumont.
- La rue du Marquisat, la rue de la Carrière et la rue de la Lorraine jusque Lischert.
- La rue du Beynert et Millewee jusqu'à son intersection avec la N4 au niveau de Metzert.
- La N4 jusqu'à son intersection avec la frontière luxembourgeoise.

Carte



Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 1^{er} septembre 2022 portant diverses mesures de lutte temporaires contre la peste porcine africaine chez les sangliers. Namur, le 1^{er} septembre 2022.

Pour le Gouvernement :
Le Ministre-Président,
E. DI RUPO

Le Ministre de l'Économie, du Commerce extérieur, de la Recherche et de l'Innovation,
du Numérique, de l'Aménagement du territoire,
de l'Agriculture, de l'IFAPME et des Centres de compétences,
W. BORSUS

La Ministre de l'Environnement, de la Nature,
de la Forêt, de la Ruralité et du Bien-être animal,
C. TELLIER

ÜBERSETZUNG

ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

[C – 2022/33313]

1. SEPTEMBER 2022 — Erlass der Wallonischen Regierung zur Festlegung verschiedener vorübergehender Maßnahmen zur Bekämpfung der Afrikanischen Schweinepest bei Wildschweinen

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund des Gesetzes vom 28. Februar 1882 über die Jagd, Artikel *1ter*, eingefügt durch das Dekret vom 14. Juli 1994 und abgeändert durch das Dekret vom 16. Februar 2017, 7 § 1, ersetzt durch das Dekret vom 14. Juli 1994 und abgeändert durch die Dekrete vom 16. Februar 2017 und 17. Juli 2018, 9, ersetzt durch das Dekret vom 14. Juli 1994 und abgeändert durch das Dekret vom 16. Februar 2017, *9bis* § 1, eingefügt durch das Dekret vom 14. Juli 1994 und abgeändert durch das Dekret vom 16. Februar 2017, 10 Absatz 6, ersetzt durch das Dekret vom 14. Juli 1994 und abgeändert durch das Dekret vom 17. Juli 2018, und *12ter* § 3, eingefügt durch das Dekret vom 14. Juli 1994 und abgeändert durch das Dekret vom 16. Februar 2017;

In Erwägung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 8. Juni 2017 zur Organisation der internen Kontrolle und des internen Audits des Haushalts und der Buchhaltung sowie der Verwaltungs- und Haushaltskontrolle in den Dienststellen der Wallonischen Regierung, den Verwaltungsdiensten mit autonomer Buchführung, den regionalen Unternehmen, den Einrichtungen, dem Vermittlungsdienst der Wallonischen Region und der Wallonischen Kommission für Energie;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 8. November 2018, durch den die Möglichkeit einer Unkostenvergütung für die Beseitigung der Wildschweine, die im Rahmen der Bekämpfung der Ausbreitung der Afrikanischen Schweinepest erlegt wurden, und ihren Transport zur Sammelstelle gewährt wird;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 16. September 2021 zur Festlegung verschiedener vorübergehender Maßnahmen zur Bekämpfung der Afrikanischen Schweinepest bei Wildschweinen;

Aufgrund des nach Artikel 3 Ziffer 2 des Dekrets vom 11. April 2014 zur Umsetzung der Resolutionen der im September 1995 in Peking organisierten Weltfrauenkonferenz der Vereinten Nationen und zur Integration des Gender Mainstreaming in allen regionalen politischen Vorhaben erstellten Berichts vom 12. Juli 2022;

Aufgrund der Stellungnahme des Pools "Ländliche Angelegenheiten", Abteilung "Jagd", Abteilung "Landwirtschaft, Land- und Ernährungswirtschaft und Ernährungswirtschaft" und Abteilung "Forstwesen und Holzgewerbe" vom 4. Juli 2022;

Aufgrund des am 20. Juli 2022 an den Staatsrat gerichteten Antrags auf Abgabe eines Gutachtens innerhalb einer Frist von dreißig Tagen, in Anwendung von Artikel 84 § 1 Absatz 1 Ziffer 2 der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat;

In der Erwägung, dass binnen dieser Frist kein Gutachten abgegeben wurde;

Aufgrund des Artikels 84 § 4 Absatz 2 der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 18. Oktober 2012 zur Festlegung der Bedingungen für die Fütterung von Großwild;

In der Erwägung, dass die Bestätigung eines Primärfalls der Afrikanischen Schweinepest bei Wildschweinen in einem Teil des wallonischen Gebiets am 13. September 2018 die Regierung gemäß der Richtlinie 2002/60/EG des Rates vom 27. Juni 2002 zur Festlegung von besonderen Vorschriften für die Bekämpfung der Afrikanischen Schweinepest sowie zur Änderung der Richtlinie 92/119/EWG hinsichtlich der Teschener Krankheit und der Afrikanischen Schweinepest verpflichtet hat, verschiedene Maßnahmen zu ergreifen, um die Ausbreitung der Seuche zu verzögern;

In der Erwägung, dass solche Maßnahmen mehrmals je nach der Entwicklung der Gesundheitssituation angepasst und ergänzt wurden, zuletzt am 16. September 2021;

In der Erwägung, dass diese Maßnahmen erfolgreich waren, da der letzte Fall eines frischen, viruspositiven Wildschweinkadavers auf den 11. August 2019 zurückgeht und die letzten als positiv gemeldeten Knochen auf den 4. März 2020 datiert sind und zu einem Tier gehörten, das seit mindestens sechs Monaten verendet war, was das Datum der letzten Viruszirkulation auf September 2019 bringt;

In der Erwägung, dass die Europäische Kommission in Anbetracht dieser Ergebnisse Belgien am 20. November 2020 die Wiedererlangung des Status der Seuchenfreiheit für die Afrikanische Schweinepest mitgeteilt hat;

In der Erwägung, dass die Weltorganisation für Tiergesundheit (Internationales Tierseuchenamt – OIE) Belgien am 21. Dezember 2020 die Wiedererlangung des Status der Seuchenfreiheit für die Afrikanische Schweinepest für die Ausfuhr von Schweinefleisch außerhalb Europas mitgeteilt hat;

In der Erwägung, dass der für die Bewältigung der Gesundheitskrise der Afrikanischen Schweinepest eingerichtete Begleitausschuss, dem die zuständigen föderalen und regionalen Behörden, wissenschaftliche Experten und ein Vertreter der Jäger angehören, aus Vorsichtsgründen die Beibehaltung eines Großteils der Maßnahmen des oben genannten Erlasses der Wallonischen Regierung vom 16. September 2021 im Hinblick auf das nächste Jagdjahr empfiehlt, da er der Ansicht ist, dass immer noch Ungewissheiten hinsichtlich des Fortbestehens und des möglichen Wiederauftretens der Krankheit bestehen;

In der Erwägung, dass die ungünstige Entwicklung der Afrikanischen Schweinepest auf Ebene der Europäischen Union diese Empfehlung nur noch verstärkt;

Auf Vorschlag des Ministers für Landwirtschaft und der Ministerin für Forstwesen;

Nach Beratung,

Beschließt:

KAPITEL 1 — Begriffsbestimmungen

Artikel 1 - Zur Anwendung des vorliegenden Erlasses gelten folgende Begriffsbestimmungen:

1° Verwaltung: die Abteilung Natur und Forstwesen des Öffentlichen Dienstes der Wallonie Landwirtschaft, Naturschätze und Umwelt;

2° Forstamtleiter: der Forstamtleiter der Abteilung Natur und Forstwesen, in dessen Zuständigkeitsbereich der größte Teil der Fläche des betreffenden Jagdgebiets liegt;

3° Biosicherheitsausbildung: von der Verwaltung organisierte Ausbildung in Bezug auf die Regeln für die Beseitigung und den Transport von verendeten Wildschweinen, um das Risiko der Ausbreitung der Afrikanischen Schweinepest während dieser Maßnahmen zu begrenzen;

4° Überwachungszone: das Einsatzgebiet, das alle ehemaligen Gebiete einschließt, die seit Beginn der Krise der Afrikanischen Schweinepest, d.h. am 13. September 2018, zu irgendeinem Zeitpunkt als Seuchengebiete ausgewiesen waren;

5° Beobachtungszone: das die Überwachungszone umgebende Einsatzgebiet, in dem seit dem 15. Oktober 2018 Maßnahmen zur Bekämpfung der Afrikanischen Schweinepest ergriffen werden, um durch die Ausrottung von Wildschweinen dort eine seuchenfreie Zone zu schaffen.

6° Minister: der Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich das Forstwesen gehört, und der Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich die Jagd gehört.

Die in Absatz 1 Ziffer 4 und Ziffer 5 erwähnten Überwachungs- und Beobachtungszonen sind im Anhang beschrieben und dargestellt.

KAPITEL 2 — Gemeinsame Maßnahmen für die Überwachungszone und die Beobachtungszone

Art. 2 - § 1. Die Verwaltung ist unverzüglich über jedes in der Überwachungszone verendet aufgefundene Wildschwein zu informieren, entweder durch direkte Kontaktaufnahme mit dem Forstamtleiter oder dessen Personal, oder durch einen Anruf bei der Telefonzentrale des Öffentlichen Dienstes der Wallonie.

Die Verwaltung trifft die erforderlichen Maßnahmen, um sicherzustellen, dass das Tier zur Sammelstelle in Virton befördert wird, wo es unter der Verantwortung der Fakultät für Veterinärmedizin der Universität Lüttich beprobt wird, bevor der Kadaver gemäß der Gesetzgebung über die Abfälle vernichtet wird.

§ 2. Wenn sie aus der Beobachtungszone stammen, sind Wildschweine, die offensichtlich infolge eines Verkehrsunfalls oder eines Abschusses verendet sind, von der Anwendung von Paragraph 1 nicht betroffen.

Art. 3 - Wird ein neuer Fall von Afrikanischer Schweinepest bei einem verendet aufgefundenes oder erlegtes Wildschwein in der Überwachungszone oder in der Beobachtungszone bestätigt, stimmen sich die Minister ab, um die Jagd auf Wildschweine und die Ablenkungsfütterung für einen Zeitraum von bis zu 30 Tagen in einem von ihnen einvernehmlich festgelegten Gebiet zu verbieten.

Das Verbot tritt am Tag der Veröffentlichung des Erlasses des Ministers, zu dessen Zuständigkeitsbereich die Jagd gehört, der dieses Verbot vorsieht, im *Belgischen Staatsblatt* in Kraft.

Um die Ausbreitung der Seuche zu verhindern, stimmen sich die Minister ab, um die Verwaltung anzuweisen, jederzeit in einem von ihnen einvernehmlich festgelegten Gebiet Wildschweine mit Schusswaffen, gegebenenfalls mit Schalldämpfern und Nachtsichtzielgeräten, oder durch Fallenfang mit oder ohne Verwendung von nicht lebenden Ködern zu vernichten.

Die Verwaltung kann auf allen öffentlichen oder privaten Grundstücken, die keine Privatwohnungen im Sinne von Artikel 15 der Verfassung sind, tätig werden, wenn sie es für nützlich hält, die Ausbreitung der Seuche zu verhindern.

Eigentümer und Anspruchsberechtigte widersetzen sich dieser Vernichtung auf ihren Grundstücken nicht.

Art. 4 - In Abweichung von Artikel 3 Absatz 2 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 18. Oktober 2012 zur Festlegung der Bedingungen für die Fütterung von Großwild, sind Ablenkfütterungen von Schwarzwild in der Überwachungszone und in der Beobachtungszone untersagt.

KAPITEL 3 — Spezifische Maßnahmen für die Überwachungszone

Art. 5 - Alle in der Überwachungszone erlegten Wildschweine müssen Gegenstand eines von einem Beamten der Verwaltung ausgestellten Abschussbefunds sein, bevor sie aus dem Jagdgebiet, in dem sie erlegt wurden, abtransportiert werden.

Art. 6 - Alle in der Überwachungszone erlegten Wildschweine werden in der Sammelstelle im Straßenbezirk Virton des Öffentlichen Dienstes der Wallonie Infrastruktur und Mobilität abgegeben.

Die erlegten Wildschweine werden einzeln und an einem Stück in eine Plane eingehüllt, bevor sie transportiert werden.

Die zu verwendenden Planen werden den Inhabern des Jagdrechts in der Sammelstelle kostenlos zur Verfügung gestellt.

Die Verpackung und der Transport der erlegten Wildschweine zur Sammelstelle erfolgen unter Aufsicht einer Person, die die Biosicherheitsausbildung absolviert hat.

In der Sammelstelle werden unter der Verantwortung der Fakultät für Veterinärmedizin der Universität Lüttich, die für die Gesundheitsüberwachung von Wildtieren in der Wallonischen Region zuständig ist, von den erlegten Wildschweinen Proben entnommen, um Tests zum Nachweis der Afrikanischen Schweinepest durchzuführen.

Es ist verboten, diese Wildschweine in den Handel zu bringen. Die Schlachtkörper der Wildschweine werden gemäß der Gesetzgebung über die Abfälle vernichtet.

Art. 7 - Falls erforderlich und um ein regelmäßiges Mindestmaß an Überwachung des Gesundheitszustands der noch in der Überwachungszone lebenden Wildschweine zu gewährleisten, stimmen sich die Minister ab, um die Verwaltung anzuweisen, jederzeit Wildschweine in dieser Zone zu erlegen, wobei Schusswaffen, gegebenenfalls mit Schalldämpfern und Nachtsichtzielgeräten, und nicht lebende Köder eingesetzt werden. Sie legen einvernehmlich die Höchstzahl der zu vernichtenden Wildschweine fest.

Die Verwaltung kann auf allen öffentlichen oder privaten Grundstücken, die keine Privatwohnungen im Sinne von Artikel 15 der Verfassung sind, tätig werden, wenn sie es für nützlich hält, die Ausbreitung der Seuche zu verhindern.

Eigentümer und Anspruchsberechtigte widersetzen sich dieser Vernichtung auf ihren Grundstücken nicht.

KAPITEL 4 — *Spezifische Maßnahmen für die Beobachtungszone*

Art. 8 - Alle in der Beobachtungszone erlegten Wildschweine können vor dem Verlassen des Jagdgebiets, in dem sie erlegt wurden, beprobt werden.

Diese Proben werden unter der Verantwortung der Fakultät für Veterinärmedizin der Universität Lüttich am Tag des Erlegens der Wildschweine entnommen.

Die Inhaber des Jagdrechts widersetzen sich diesen Probenahmen nicht.

Alle in der Beobachtungszone erlegten Wildschweine dürfen in den Handel gebracht werden, auch solche, die beprobt worden sind.

Art. 9 - Um die Durchführung von Beprobungen eines Teils der in der Beobachtungszone erlegten Wildschweine zu ermöglichen, teilen die in dieser Zone tätigen Inhaber des Jagdrechts dem Forstamtleiter bis spätestens 1. September 2022 mit, welche Treibjagden sie in ihrem Gebiet im Jagdjahr 2022-2023 veranstalten und an welchen Orten das erlegte Wild zum Ausweiden gesammelt werden soll.

KAPITEL 5 — *Außerhalb der Überwachungszone und der Beobachtungszone anwendbare Maßnahmen*

Art. 10 - § 1. Die Verwaltung ist unverzüglich über jedes außerhalb der Überwachungszone und der Beobachtungszone verendet aufgefundene Wildschwein zu informieren, entweder durch direkte Kontaktaufnahme mit dem Forstamtleiter oder dessen Personal oder durch einen Anruf bei der Telefonzentrale des Öffentlichen Dienstes der Wallonie.

Die Verwaltung trifft die erforderlichen Maßnahmen, um sicherzustellen, dass das Wildschwein Gegenstand einer Probenahme im Hinblick auf die Untersuchung auf Afrikanische Schweinepest ist und der Tierkörper gemäß der Gesetzgebung über die Abfälle vernichtet wird. Die Probenahme erfolgt unter der Verantwortung der Fakultät für Veterinärmedizin der Universität Lüttich.

§ 2. Wildschweine, die offensichtlich infolge eines Verkehrsunfalls oder eines Abschusses verendet sind, sind von der Anwendung von Paragraf 1 nicht betroffen.

Art. 11 - Wird ein neuer Fall von Afrikanischer Schweinepest bei einem verendet aufgefundenes oder erlegten Wildschwein außerhalb der Überwachungszone oder der Beobachtungszone bestätigt, stimmen sich die Minister ab, um die Jagd auf Wildschweine und die Ablenkungsfütterung für einen Zeitraum von bis zu 30 Tagen in einem von ihnen einvernehmlich festgelegten Gebiet zu untersagen.

KAPITEL 6 — *Gewährung einer Unkostenvergütung für die Beseitigung der in der Überwachungszone erlegten Wildschweine und ihren Transport zur Sammelstelle*

Art. 12 - Jede Person, die die Biosicherheitsausbildung absolviert hat, und damit beauftragt ist, die in der Überwachungszone erlegten Wildschweine einzusammeln und sie zur Sammelstelle in Virton zu transportieren, hat Anspruch auf eine pauschal auf 100,00 Euro festgelegte Unkostenvergütung pro in der Sammelstelle abgegebenem Wildschwein.

Art. 13 - Die Unkostenvergütung wird auf der Grundlage einer Forderungsanmeldung gewährt, deren Muster die Verwaltung festlegt.

Diese Forderungsanmeldung wird in der Sammelstelle bei der Abgabe des Wildschweins oder der Wildschweine ausgefüllt. Sie wird vom Antragsteller unterschrieben und von dem Bediensteten der Verwaltung, der das Wildschwein oder die Wildschweine in Empfang nimmt, gezeichnet.

Der Antragsteller erhält eine Empfangsbestätigung über den Erhalt der Forderungsanmeldung.

Art. 14 - Die nachweisliche Nichteinhaltung der Biosicherheitsmaßnahmen, die Nichtteilnahme an der Biosicherheitsausbildung und generell jeder Betrugsversuch führen zur Ablehnung der beantragten Aufwandsentschädigung und zur Rückerstattung aller eventuell bereits erhaltenen Aufwandsentschädigungen.

Art. 15 - Die Zahlung der Aufwandsentschädigungen erfolgt durch den Öffentlichen Dienst der Wallonie nach jedem abgelaufenen Quartal.

Der Öffentliche Dienst der Wallonie ist auch für die Rückforderung der unrechtmäßig gezahlten Unkostenvergütungen zuständig.

KAPITEL 7 — *Schlussbestimmungen*

Art. 16 - Der Erlass der Wallonischen Regierung vom 8. November 2018, durch den die Möglichkeit einer Unkostenvergütung für die Beseitigung der Wildschweine, die im Rahmen der Bekämpfung der Ausbreitung der Afrikanischen Schweinepest erlegt wurden, und ihren Transport zur Sammelstelle gewährt wird, wird aufgehoben.

Art. 17 - Der vorliegende Erlass tritt am 30. Juni 2023 außer Kraft.

Art. 18 - Der Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich das Forstwesen gehört, und der Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich die Jagd gehört, werden jeder in seinem Zuständigkeitsbereich mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 1. September 2022

Für die Regierung:

Der Ministerpräsident
E. DI RUPO

Der Minister für Wirtschaft, Außenhandel, Forschung und Innovation, digitale Technologien,
Raumordnung, Landwirtschaft, das IFAPME und die Kompetenzzentren
W. BORSUS

Die Ministerin für Umwelt, Natur, Forstwesen, ländliche Angelegenheiten und Tierschutz
C. TELLIER

Anhang

**Beschreibung der verschiedenen Zonen,
die im Rahmen der Bekämpfung der Afrikanischen Schweinepest festgelegt wurden****Beschreibung****A. Überwachungszone**

Die Außengrenzen der Überwachungszone verlaufen im Uhrzeigersinn wie folgt:

- die N88 von der Kreuzung mit der N833 auf Höhe von Aubange bis zur Kreuzung mit der N811 auf Höhe von Bicaumont.
- die N811 bis zur Kreuzung mit der rue Baillet Latour.
- die rue Baillet Latour bis zur Kreuzung mit der N88.
- die N88 bis zur Kreuzung mit der N871 auf Höhe von Dampicourt.
- die N871 bis zur französischen Grenze.
- die französische Grenze in Richtung Norden bis zur Kreuzung mit der N895 auf Höhe von Limes.
- die N895 bis zur Kreuzung mit der N88 in Limes.
- die N88 bis zur Kreuzung mit der N891 auf Höhe von Gérouville.
- die N891 bis zur Kreuzung mit der N83 auf Höhe von Jamoigne.
- die N83 bis zur Kreuzung mit der N85 auf Höhe von Florenville.
- die N85 bis zur Kreuzung mit der N894.
- die N894 bis zur Kreuzung mit der rue de la Motte auf Höhe von Suxy.
- die rue de la Motte, dann die rue de Neufchâteau bis zur Kreuzung mit der N85 auf Höhe des Weilers Hosseuse.
- die N85 bis zur Kreuzung mit der route Le Scalpé auf Höhe des Weilers Montplainchamps.
- die route Le Scalpé, dann der Feldweg, der diese Straße nach links verlängert, wenn sie auf die route de la Bouvière trifft, bis zu ihrer Kreuzung mit der N801.
- die N801 bis zur Kreuzung mit der N40 auf Höhe von Hamipré.
- die N40 in Richtung Offaing bis zur Kreuzung mit der A4/E25/E411.
- die A4/E25/E411 bis zur Kreuzung mit der N81 auf Höhe von Weyler.
- die N81 bis zur Kreuzung mit der N883 auf Höhe von Aubange.
- die N883 bis zur Kreuzung mit der N88.

B. Beobachtungszone

Die Außengrenzen der Beobachtungszone verlaufen im Uhrzeigersinn wie folgt:

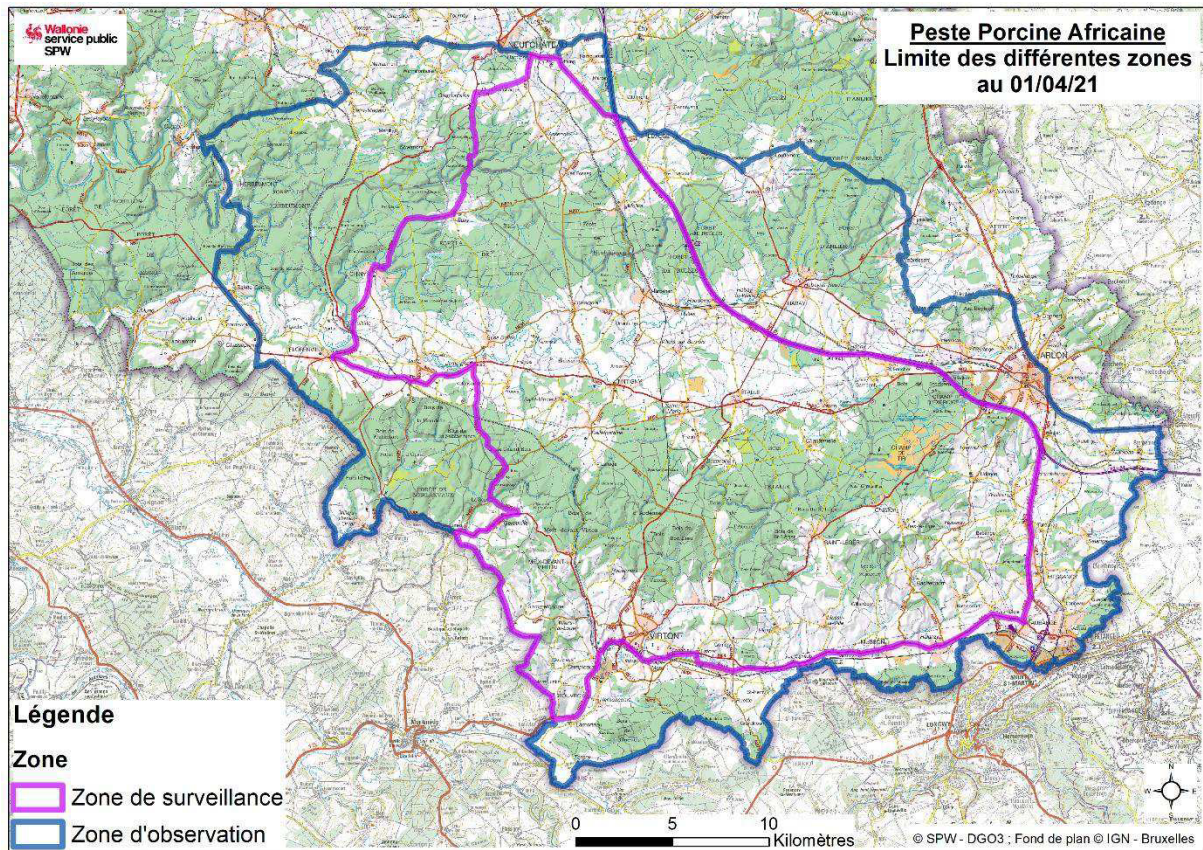
Westlicher Teil

- die französische Grenze ab der Kreuzung mit der N895 auf Höhe von Limes bis zur Kreuzung mit der rue Mersinhat auf Höhe von Chassepierre.
- die rue Mersinhat bis zur Kreuzung mit der N818.
- die N818 bis zur Kreuzung mit der N83.
- die N83 bis zur Kreuzung mit der N884.
- die N884 bis zur Kreuzung mit der N824.
- die N824 bis zur Kreuzung mit Le Routeux auf Höhe von Gribomont.

- Le Routeux, die rue d'Orgéo und die rue de la Vierre bis zur Kreuzung mit der rue du Bout-d'en-Bas auf Höhe von Orgeo.
- die rue du Bout-d'en-Bas, die rue Sous l'Eglise, die rue Notre-Dame und die rue du Centre bis zur Kreuzung mit der N845 auf Höhe von Biourge.
- die N845 bis zur Kreuzung mit der N85 auf Höhe von Neufchâteau.
- die N85 bis zur Kreuzung mit der N40.
- die N40 bis zur Kreuzung mit der N801 in Hamipré.
- die N801 bis zu ihrer Einmündung in einen Feldweg rechts nach der Kreuzung mit der route d'Assenois.
- der Feldweg in Richtung der route Le Scalpé auf Höhe des Weilers Montplainchamps.
- die route Le Scalpé bis zur Kreuzung mit der N85.
- die N85 bis zur Kreuzung mit der rue de Neufchâteau auf Höhe des Weilers Hosseuse.
- die rue de Neufchâteau, dann die rue de la Motte bis zur Kreuzung mit der N894 in Suxy.
- die N894 bis zur Kreuzung mit der N85 auf Höhe von Lacuisine.
- die N85 bis zur Kreuzung mit der N83 auf Höhe von Florenville.
- die N83 bis zur Kreuzung mit der N891 auf Höhe von Jamoigne.
- die N891 bis zur Kreuzung mit der N88 auf Höhe von Gérouville.
- die N88 bis zur Kreuzung mit der N895 auf Höhe von Limes.
- die N895 bis zur Kreuzung mit der französischen Grenze.

Östlicher Teil

- die luxemburgische Grenze von der Kreuzung mit der N4 auf Höhe von Sterpenich bis zur Kreuzung mit der französischen Grenze.
- die französische Grenze bis zur Kreuzung mit der N871 auf Höhe von Lamorteau.
- die N871 bis zur Kreuzung mit der N88 in der Nähe von Dampicourt.
- die N88 bis zur Kreuzung mit der rue Baillet Latour auf Höhe von Latour.
- die rue Baillet Latour bis zur Kreuzung mit der N811.
- die N811 bis zur Kreuzung mit der N88.
- die N88 bis zur Kreuzung mit der N883 auf Höhe von Aubange.
- die N883 bis zur Kreuzung mit der N81.
- die N81 bis zur Kreuzung mit der Autobahn A4/E25/E411 auf Höhe von Weyler.
- die Autobahn A4/E25/E411 bis zur Kreuzung mit der N40 auf Höhe von Léglise.
- die N40 in Richtung Offaing bis zur Kreuzung mit der N802 auf Höhe von Offaing.
- die N802 bis zur Kreuzung mit der N825.
- die N825 bis zur Kreuzung mit der A4/E25/E411.
- die A4/E25/E411 bis zur Kreuzung mit der N40 auf Höhe von Léglise.
- die N40 bis zur Kreuzung mit der rue du Tombois auf Höhe von Behême.
- die rue du Tombois bis zur la rue du Pierroy auf Höhe von Louftémont.
- die rue du Pierroy, die rue Saint-Orban und die rue Saint-Aubin bis zur rue des Cottages auf Höhe von Vlessart.
- die rue des Cottages und die rue de Relune bis zur Kreuzung mit der N867.
- die N867 bis zur Kreuzung mit der N87 auf Höhe von Heinstert.
- die N87 bis zur Kreuzung mit der rue du Burgknapp in Heinstert.
- die rue du Burgknapp bis zur Kreuzung mit der rue de la Halte in Nobressart.
- die rue de la Halte bis zur Kreuzung mit der rue du Centre.
- die rue du Centre und die rue de l'Eglise bis Thiaumont.
- die rue du Marquisat, die rue de la Carrière und die rue de la Lorraine bis Lischert.
- die rue du Beynert et Millewee bis zur Kreuzung mit der N4 auf Höhe von Metzert.
- die N4 bis zur Kreuzung mit der luxemburgischen Grenze.

Karte

Gesehen, um dem Erlass der Wallonischen Regierung vom 1. September 2022 zur Festlegung verschiedener vorübergehender Maßnahmen zur Bekämpfung der Afrikanischen Schweinepest bei Wildschweinen beigelegt zu werden.

Namur, den 1. September 2022

Für die Regierung:

Der Ministerpräsident

E. DI RUPO

Der Minister für Wirtschaft, Außenhandel, Forschung und Innovation, digitale Technologien, Raumordnung, Landwirtschaft, das IFAPME und die Kompetenzzentren

W. BORSUS

Die Ministerin für Umwelt, Natur, Forstwesen, ländliche Angelegenheiten und Tierschutz

C. TELLIER

VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

[C – 2022/33313]

1 SEPTEMBER 2022. — Besluit van de Waalse Regering houdende verscheidene tijdelijke maatregelen ter bestrijding van de Afrikaanse varkenspest bij wilde zwijnen

De Waalse Regering,

Gelet op de jachtwet van 28 februari 1882, artikel 1^{ter}, ingevoegd bij het decreet van 14 juli 1994 en gewijzigd bij het decreet van 16 februari 2017, 7, § 1, vervangen bij het decreet van 14 juli 1994 en gewijzigd bij de decreten van 16 februari 2017 en 17 juli 2018, 9, vervangen bij het decreet van 14 juli 1994 en gewijzigd bij het decreet van 16 februari 2017, 9^{bis}, § 1, ingevoegd bij het decreet van 14 juli 1994 en gewijzigd bij het decreet van 16 februari 2017, 10, zesde lid, vervangen bij het decreet van 14 juli 1994 en gewijzigd bij het decreet van 17 juli 2018, en 12^{ter}, § 3, ingevoegd bij het decreet van 14 juli 1994 en gewijzigd bij het decreet van 16 februari 2017;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 8 juni 2017 houdende organisatie van de controle en de interne audit inzake de begroting, de boekhouding en de administratieve en begrotingscontrole van de diensten van de Waalse Regering, de administratieve diensten met een zelfstandige boekhouding, de gewestelijke ondernemingen, de instellingen en de Ombudsdienst en de "Commission wallonne pour l'Energie" (Waalse energielcommissie) in het Waalse Gewest;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 8 november 2018 tot toekenning van een mogelijkheid tot kosteloosstelling voor het af- en vervoeren van wilde zwijnen, afgeschoten in het kader van de bestrijding van de uitbreiding van Afrikaanse varkenspest;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 16 september 2021 houdende verscheidene tijdelijke maatregelen ter bestrijding van Afrikaanse varkenspest bij wilde zwijnen;

Gelet op het rapport van 12 juli 2022 opgesteld overeenkomstig artikel 3, 2°, van het decreet van 11 april 2014 houdende uitvoering van de resoluties van de Vrouwenconferentie van de Verenigde Naties die in september 1995 in Peking heeft plaatsgehad en tot integratie van de genderdimensie in het geheel van de gewestelijke beleidslinies;

Gelet op de beleidsgroep "Landelijke aangelegenheden", afdeling "Jacht", afdeling "Landbouw, Agrovoeding en Voeding" en Afdeling "Bossen en Houtverwerkende Sector", gegeven op 4 juli 2022;

Gelet op het verzoek om adviesverlening binnen een termijn van dertig dagen, gericht aan de Raad van State op 20 juli 2022, overeenkomstig artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Gelet op het gebrek aan adviesverlening binnen die termijn;

Gelet op artikel 84, § 4, tweede lid, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 18 oktober 2012 tot bepaling van de voorwaarden voor de bijvoeding van grof wild ;

Overwegende dat, overeenkomstig Richtlijn 2002/60 van de Raad van 27 juni 2002 houdende specifieke bepalingen voor de bestrijding van Afrikaanse varkenspest en houdende wijziging van Richtlijn 92/119/EEG met betrekking tot besmettelijke varkensverlamming (Teschenerziekte) en Afrikaanse varkenspest, de bevestiging, op 13 september 2018, van een primair geval van Afrikaanse varkenspest onder wilde zwijnen op een deel van het grondgebied van het Waalse Gewest de Regering ertoe noopt, diverse maatregelen te nemen om de verspreiding van de ziekte af te remmen;

Overwegende dat dergelijke maatregelen meermaals zijn aangevuld en aangepast aan de ontwikkeling van de gezondheidssituatie, voor het laatst op 16 september 2021;

Overwegende dat deze maatregelen succes hebben gehad aangezien het laatste geval van een vers karkas dat positief was voor het virus dateert van 11 augustus 2019 en de laatste viropositief aangetroffen beenderen dateren van 4 maart 2020 en toebehoorden aan een dier dat al ten minste zes maanden dood was, wat de datum van de laatste viruscirculatie op september 2019 brengt;

Overwegende dat de Europese Commissie, in het licht van deze resultaten, België op 20 november 2020 in kennis heeft gesteld van het opnieuw verkrijgen van de ziektevrije status voor Afrikaanse varkenspest;

Overwegende dat de Wereldorganisatie voor diergezondheid (OIE) België op 21 december 2020 in kennis heeft gesteld van het opnieuw verkrijgen van de ziektevrije status voor Afrikaanse varkenspest voor de uitvoer van varkensvlees buiten Europa;

Overwegende dat het opvolgingscomité dat is opgericht voor het beheer van de gezondheids crisis in verband met Afrikaanse varkenspest waarbij de bevoegde federale en gewestelijke autoriteiten, wetenschappelijke deskundigen en een vertegenwoordiger van de jagers betrokken worden, voorzichtigheidshalve aanbeveelt de meeste maatregelen waarin bovenvermeld besluit van de Waalse Regering van 16 september 2021 voorziet, voor het volgende jachtseizoen te handhaven, aangezien het van oordeel is dat er nog onzekerheid bestaat over het voortduren en het mogelijk opnieuw uitbreken van de ziekte;

Overwegende dat de ongunstige ontwikkeling van de Afrikaanse varkenspest in de Europese Unie deze aanbeveling alleen maar versterkt;

Op de voordracht van de Minister van Landbouw en van de Minister van Bossen;

Na beraadslaging,

Besluit :

HOOFDSTUK 1. — *Begripsomschrijving*

Artikel 1. Voor de toepassing van dit besluit verstaat men onder:

1° de Administratie : het Departement Natuur en Bossen van de Waalse Overheidsdienst Landbouw, Natuurlijke Hulpbronnen en Leefmilieu;

2° de houtvester : de houtvester van het Departement Natuur en Bossen territoriaal bevoegd voor het merendeel van het areaal van het betrokken jachtgebied ;

3° de opleiding in de bioveiligheid : de opleiding, georganiseerd door de Administratie, betreffende de regels, welke in acht te nemen zijn bij het weghalen en afvoeren van dode wilde zwijnen om de risico's op verspreiding van Afrikaanse varkenspest bij deze verrichtingen te beperken;

4° het toezichtsgebied: het operationeel gebied dat alle voormalige gebieden omvat die op enig moment sinds het begin van de Afrikaanse varkenspestcrisis, namelijk op 13 september 2018, als besmet gebied zijn aangemerkt;

5° het observatiegebied: het operationele gebied rond het toezichtsgebied, waar sinds 15 oktober 2018 maatregelen ter bestrijding van de Afrikaanse varkenspest worden genomen om een sanitair vacuüm via de ontvolking van de wilde zwijnen te bereiken;

6° de Ministers: de Minister bevoegd voor de Bossen en de Minister bevoegd voor de Jacht.

De in het eerste lid, 4° en 5°, bedoelde toezichts- en observatiegebieden worden beschreven en weergegeven in de bijlage.

HOOFDSTUK 2. — *Gemeenschappelijke maatregelen voor het toezichtsgebied en het observatiegebied*

Art. 2. § 1. Elk wild zwijn dat dood wordt aangetroffen in het toezichtsgebied of in het observatiegebied, moet onmiddellijk aan de Administratie worden gemeld, hetzij door rechtstreeks contact op te nemen met de houtvester of een van zijn ondergeschikten, hetzij door te bellen naar het callcenter van de Waalse Overheidsdienst.

De Administratie neemt de nodige maatregelen om ervoor te zorgen dat het dier naar het inzamelingscentrum van Virton wordt vervoerd waar staalnames worden verricht onder de verantwoordelijkheid van de faculteit Diergeneeskunde van de Universiteit van Luik, voordat het karkas overeenkomstig de wetgeving inzake afvalstoffen wordt vernietigd.

§ 2. Wilde zwijnen die duidelijk dood zijn ten gevolge van een verkeersongeval of een schietpartij, indien zij afkomstig zijn uit het observatiegebied, vallen niet onder de toepassing van paragraaf 1.

Art. 3. Wanneer een nieuw geval van Afrikaanse varkenspest wordt bevestigd bij een wild zwijn dat dood of neergeschoten is aangetroffen in het toezichtsgebied of in het observatiegebied, plegen de Ministers overleg om de jacht op en het afschrikwekkend voeren van wilde zwijnen voor een periode van ten hoogste 30 dagen te verbieden in een in onderling overleg te bepalen gebied.

Het verbod treedt in werking op de dag van bekendmaking in het *Belgisch Staatsblad* van het besluit van de Minister bevoegd voor de Jacht, waarin het wordt vastgesteld.

Teneinde de verspreiding van de ziekte te voorkomen, plegen de Ministers onderling overleg om de Administratie op te dragen wilde zwijnen te allen tijde te vernietigen in een gebied dat zij in onderling overleg vaststellen, met gebruikmaking van vuurwapens, eventueel voorzien van geluiddempers en nachtkijkers, of door ze met vallen te vangen, al dan niet met gebruikmaking van niet-levend aas.

De Administratie kan optreden op alle openbare of particuliere eigendommen die geen particuliere woning zijn in de zin van artikel 15 van de Grondwet, wanneer zij dit nuttig acht om de verspreiding van de epidemie te voorkomen.

Eigenaars en rechthebbenden maken geen bezwaar tegen een dergelijke vernietiging op hun eigendom.

Art. 4. In afwijking van artikel 3, lid 2, van het besluit van de Waalse Regering van 18 oktober 2012 tot bepaling van de voorwaarden voor de bijvoeding van grof wild, is de bijvoeding van wilde zwijnen verboden in het versterkt observatiegebied.

HOOFDSTUK 3. — *Specifieke maatregelen voor het toezichtsgebied*

Art. 5. Alle wilde zwijnen die in het toezichtsgebied worden geschoten, maken het voorwerp uit van een vaststelling van afschieten door een ambtenaar van de Administratie voordat zij uit het jachtgebied waar zij zijn neergeschoten, worden verwijderd.

Art. 6. Alle wilde zwijnen die in het toezichtsgebied worden neergeschoten, worden gedeponereerd in het inzamelingscentrum dat is ingericht in het wegdistrict van de Waalse overheidsdienst voor infrastructuur en mobiliteit in Virton.

De neergeschoten wilde zwijnen worden afzonderlijk en in één stuk in een dekzeil gewikkeld alvorens te worden vervoerd.

De te gebruiken dekzeilen worden in het inzamelingscentrum gratis ter beschikking gesteld van de houders van de jachtrechten.

De verpakking en de afvoer van de gedode wilde zwijnen naar het inzamelingscentrum wordt verplicht onder het toezicht verricht van een persoon die de opleiding in de bioveiligheid heeft gevolgd.

Er worden staalnames op wilde zwijnen in het inzamelingscentrum verricht onder de verantwoordelijkheid van de faculteit Diergeneeskunde van de Universiteit van Luik, die verantwoordelijk is voor het toezicht op de gezondheid van in het wild levende dieren in het Waalse Gewest, met het oog op de uitvoering van tests voor de opsporing van Afrikaanse varkenspest.

Het is verboden deze wilde zwijnen op de markt te brengen. De karkassen van wilde zwijnen worden vernietigd overeenkomstig de wetgeving inzake afvalstoffen.

Art. 7. Indien nodig en om te zorgen voor een regelmatige minimale controle op de gezondheidstoestand van wilde zwijnen die nog in leven zijn in het toezichtsgebied, plegen de Ministers onderling overleg om de Administratie op te dragen wilde zwijnen in dit gebied te allen tijde te vernietigen met gebruikmaking van vuurwapens, eventueel voorzien van geluiddempers en nachtkijkers, en van niet-levend aas. Zij stellen in onderling overleg het maximumaantal te vernietigen wilde zwijnen vast.

De Administratie kan optreden op alle openbare of particuliere eigendommen die geen particuliere woning zijn in de zin van artikel 15 van de Grondwet, wanneer zij dit nuttig acht om de verspreiding van de epidemie te voorkomen.

Eigenaars en rechthebbenden maken geen bezwaar tegen een dergelijke vernietiging op hun eigendom.

HOOFDSTUK 4. — *Specifieke maatregelen voor het observatiegebied*

Art. 8. Alle wilde zwijnen die in het toezichtsgebied zijn neergeschoten, mogen worden bemonsterd voordat zij het jachtgebied verlaten waar zij zijn neergeschoten.

Deze monsters worden genomen onder de verantwoordelijkheid van de faculteit Diergeneeskunde van de Universiteit van Luik en wel op de dag dat de wilde zwijnen worden afgeschoten.

De houders van de jachtrechten hebben geen bezwaar tegen deze staalnames.

Alle wilde zwijnen die in het observatiegebied zijn neergeschoten, mogen in de handel worden gebracht, met inbegrip van die welke zijn bemonsterd.

Art. 9. Om het verrichten van staalnames op een deel van het in het observatiegebied geschoten wilde zwijnen mogelijk te maken, delen de houders van jachtrechten die in dit gebied actief zijn, de houtvester uiterlijk op 1 september 2022 mee welke drijfjachten zij in het jachtseizoen 2022-2023 in hun gebied zullen organiseren en op welke plaatsen het geschoten wild moet worden verzameld om van de ingewanden te worden ontdaan.

HOOFDSTUK 5. — *Maatregelen die buiten het toezichtsgebied en het observatiegebied van toepassing zijn*

Art. 10. § 1. Elk wild zwijn dat dood wordt aangetroffen buiten het toezichtsgebied en buiten het observatiegebied, moet onmiddellijk aan de Administratie worden gemeld, hetzij door rechtstreeks contact op te nemen met de houtvester of een van zijn ondergeschikten, hetzij door te bellen naar het callcenter van de Waalse Overheidsdienst.

De Administratie neemt de nodige maatregelen om staalnames bij wilde zwijnen te verrichten met het oog op testen voor het opsporen van Afrikaanse varkenspest en om de kadavers overeenkomstig de wetgeving inzake afvalstoffen te vernietigen. Deze staalnames worden uitgevoerd onder de verantwoordelijkheid van de faculteit Diergeneeskunde van de Universiteit van Luik.

§ 2. Wilde zwijnen die duidelijk dood zijn ten gevolge van een verkeersongeval of een schietpartij vallen niet onder de toepassing van paragraaf 1.

Art. 11. Wanneer een geval van Afrikaanse varkenspest wordt bevestigd bij een wild zwijn dat dood of neergeschoten is aangetroffen buiten het toezichtsgebied of het observatiegebied, plegen de Ministers overleg om de jacht op en het afschrikwekkend voederen van wilde zwijnen voor een periode van ten hoogste 30 dagen te verbieden in een in onderling overleg te bepalen gebied.

HOOFDSTUK 6. — *Toekenning van een kosteloosstelling voor het af- en vervoeren naar het inzamelingscentrum van in het toezichtsgebied afgeschoten wilde zwijnen*

Art. 12. Iedere persoon die de opleiding bioveiligheid heeft gevolgd en belast is met de ophaling van de wilde zwijnen die in het toezichtsgebied gedood zijn met het oog op de afvoer ervan naar het inzamelingscentrum van Virton, heeft recht op een forfaitaire kosteloosstelling van 100,00 euro per wild zwijn dat bij het inzamelingscentrum wordt gedeponeerd.

Art. 13. De kosteloosstelling wordt toegekend op basis van een aangifte van schuldvordering, waarvan het model door de Administratie wordt vastgesteld.

Deze schuldvorderingsverklaring wordt bij het afleveren van het (de) wilde zwijn(en) in het inzamelcentrum ingevuld. Daar wordt de verklaring door de aanvrager van de kosteloosstelling ondertekend en door de beambte van de administratie, die het (de) wilde zwijn(en) aanneemt, medeondertekend.

Voor diens schuldvorderingsverklaring krijgt de aanvrager van de kosteloosstelling een bewijs van ontvangst.

Art. 14. Bij aangetoonde niet-inachtneming van de bioveiligheidsmaatregelen, het niet volgen van de opleiding bioveiligheid en, hoe dan ook, iedere poging tot bedrog wordt de aangevraagde kosteloosstelling geweigerd en worden alle reeds ontvangen kosteloosstellingen terugbetaald.

Art. 15. De uitbetaling van de kosteloosstellingen gebeurt door de Waalse Overheidsdienst na elk verschuldigd kwartaal.

De Waalse Overheidsdienst is ook verantwoordelijk voor de terugvordering van ten onrechte betaalde kosteloosstellingen.

HOOFDSTUK 7. — *Slotbepalingen*

Art. 16. Het besluit van de Waalse Regering van 8 november 2018 tot toekenning van een mogelijkheid tot kosteloosstelling voor het af- en vervoeren van wilde zwijnen, afgeschoten in het kader van de bestrijding van de uitbreiding van Afrikaanse varkenspest wordt opgeheven.

Art. 17. Dit besluit houdt op van kracht te zijn op 30 juni 2023.

Art. 18. De Minister bevoegd voor de Bossen en de Minister bevoegd voor Jacht zijn, ieder wat hem betreft, belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 1 september 2022.

Voor de Regering :

De Minister-President,
E. DI RUPO

De Minister van Economie, Buitenlandse Handel, Onderzoek, Innovatie, Digitale Technologieën,
Ruimtelijke Ordening, Landbouw, het "IFAPME", en de Vaardigheidscentra,
W. BORSUS

De Minister van Leefmilieu, Natuur, Bossen, Landelijke Aangelegenheden en Dierenwelzijn,
C. TELLIER

Bijlage

**Omschrijving van de verschillende gebieden,
omschreven in het kader van de bestrijding van Afrikaanse varkenspest****Omschrijving**

A. Toezichtsgebied

Het toezichtsgebied wordt aan de buitenkant afgebakend door volgende grenzen (in wijzerzin) :

- De N88, vanaf het kruispunt met de N883 ter hoogte van Aubange tot aan het kruispunt met de N811 ter hoogte van Bicaumont.
- De N811 tot aan de kruising ervan met de rue Baillet Latour.
- De rue Baillet Latour tot aan de kruising ervan met de N88.
- De N88 tot aan de kruising ervan met de N871 ter hoogte van Dampicourt.
- De N871 tot aan de Franse grens.
- De Franse grens naar het noorden tot aan de kruising ervan met de N895 ter hoogte van Limes.
- De N895 tot aan de kruising ervan met de N88 te Limes.
- De N88 tot aan de kruising ervan met de N891 ter hoogte van Gérouville.
- De N891 tot aan de kruising ervan met de N83 ter hoogte van Jamoigne.
- De N83 tot aan de kruising ervan met de N85 ter hoogte van Florenville.
- De N85 tot aan de kruising ervan met de N894 .
- De N894 tot aan de kruising ervan met de rue de la Motte ter hoogte van Suxy.
- De rue de la Motte, dan de rue de Neufchâteau tot aan de kruising ervan met de N85 ter hoogte van het gehucht Hosseuse.
- De N85 tot aan de kruising ervan met de route Le Scalpé ter hoogte van het gehucht Montplainchamps.
- De route Le Scalpé, dan de landweg die deze weg bij de aansluiting met la route Le Scalpé naar links verlengt, tot aan de kruising ervan met de N801.
- De N801 tot aan de kruising ervan met de N40 ter hoogte van Hamipré.
- De N40 richting Offaing tot aan de kruising ervan met de A4/E25/E411 ;
- De A4/E25/E411 tot aan de kruising ervan met de N81 ter hoogte van Weyler.
- De N81 tot aan de kruising ervan met de N883 ter hoogte van Aubange.
- De N883 tot aan de kruising ervan met de .

B. Observatiegebied

Het observatiegebied wordt aan de buitenkant afgebakend door volgende grenzen (in wijzerzin) :

Westelijk deel

- De Franse grens vanaf de kruising ervan met de N895 ter hoogte van Limes tot aan de kruising ervan met de rue Mersinhat ter hoogte van Chassepierre.
- De rue Mersinhat tot aan de kruising ervan met de N818.
- De N818 tot aan de kruising ervan met de N83.
- De N83 tot aan de kruising ervan met de N884 .
- De N884 tot aan de kruising ervan met de N824 .

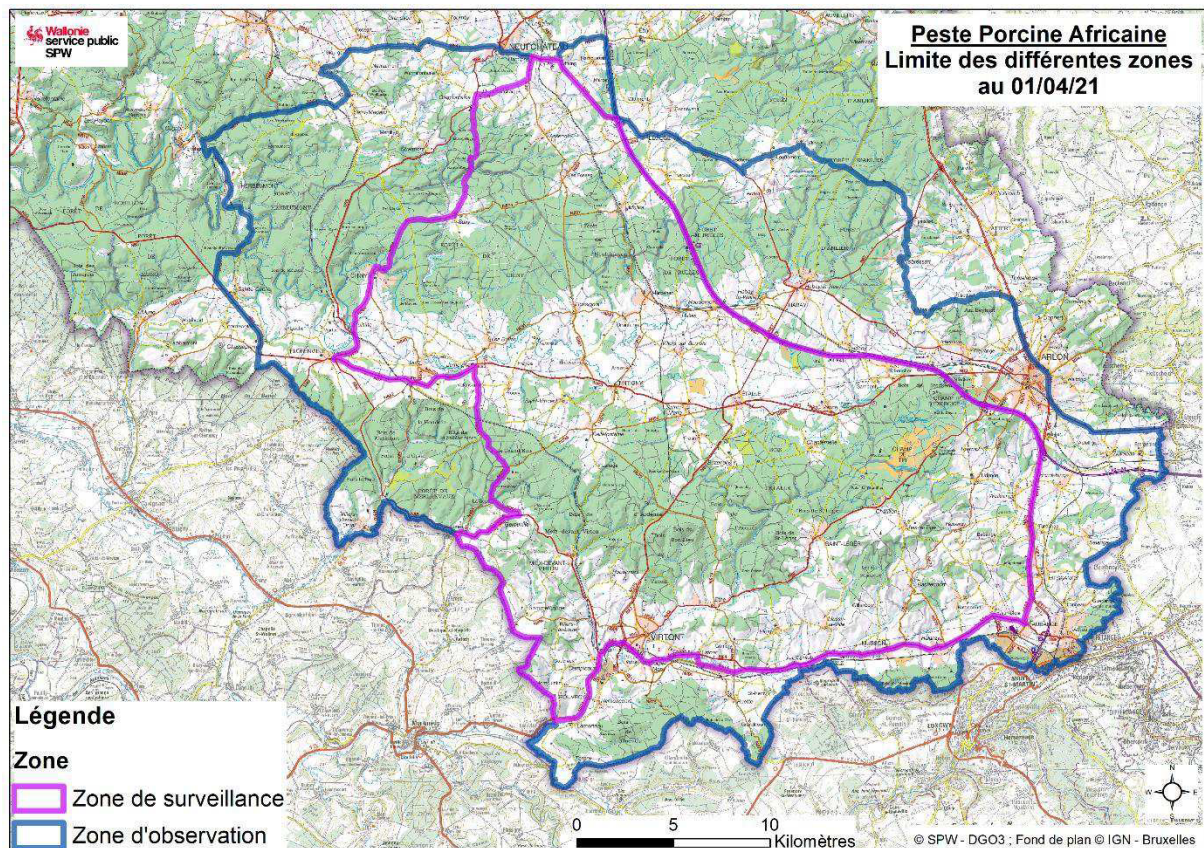
- De N894 tot aan de kruising ervan met Le Routeux ter hoogte van Gribomont.
- Le Routeux, de rue d'Orgéo en de rue de la Vierre tot aan de kruising ervan met de rue du Bout-d'en-Bas ter hoogte van Orgeo.
- De rue du Bout-d'en-Bas, de rue Sous l'Eglise, de rue Notre-Dame en de rue du Centre tot aan de kruising ervan met de N845 ter hoogte van Biourge.
- De N845 tot aan de kruising ervan met de N85 ter hoogte van Neufchâteau.
- De N85 tot aan de kruising ervan met de N40 .
- De N40 tot aan de kruising ervan met de N801 in Hamipré.
- De N801 tot aan de kruising ervan rechts met een landweg na het kruispunt met de Route d'Assenois;
- De landweg naar de route Le Scalpé, ter hoogte van het gehucht Monplainchamps.
- De route Le Scalpé tot aan de kruising ervan met de N85.
- De N85 tot de kruising met de rue de Neufchâteauteau ter hoogte van het gehucht Hosseuse.
- De rue de Neufchâteau vervolgens de rue de la Motte tot aan de kruising ervan met de N894 in Suxy.
- De N894 tot aan de kruising ervan met de N85 ter hoogte van Lacuisine.
- De N85 tot aan de kruising ervan met de N85 ter hoogte van Florenville.
- De N83 tot aan de kruising ervan met de N891 ter hoogte van Jamoigne.
- De N891 tot aan de kruising ervan met de N88 ter hoogte van Gérouville.
- De N88 tot aan de kruising ervan met de N895 ter hoogte van Limes.
- De N895 tot aan de kruising ervan met de Franse grens.

Oostelijk deel

- De Luxemburgse grens vanaf de kruising met de N4 ter hoogte van Sterpenich tot de kruising met de Franse grens.
- De Franse grens tot aan de kruising ervan met de N871 ter hoogte van Lamorteau.
- De N871 tot aan de kruising ervan met de N88 in de nabijheid van Dampicourt.
- De N88 tot aan de kruising ervan met de rue Baillet Latour ter hoogte van Latour.
- De rue Baillet Latour tot aan de kruising ervan met de N811.
- De N811 tot aan de kruising ervan met de N88 .
- De N88 tot aan de kruising ervan met de N883 ter hoogte van Aubange.
- De N883 tot aan de kruising ervan met de N81.
- De N81 tot aan de kruising ervan met de autosnelweg A4/E25/E411 ter hoogte van Weyler.
- De autosnelweg A4/E25/E411 tot aan de kruising ervan met de N40 ter hoogte van Légglise.
- De N40 richting Offaing tot aan de kruising ervan met de N802 ter hoogte van Offaing.
- De N802 tot aan de kruising ervan met de N825.
- De N825 tot aan de kruising ervan met de A4/E25/E411 .
- De A4/E25/E411 tot aan de kruising ervan met de N40 ter hoogte van Légglise.
- De N40 tot aan de kruising ervan met de rue du Tombois ter hoogte van Behême.
- De rue du Tombois tot aan de rue du Pierroy ter hoogte van Louftémont.
- De rue du Pierroy, de rue Saint-Orban en de rue Saint-Aubin tot aan de rue des Cottages ter hoogte van Vlessart.
- De rue des Cottages en de rue de Relune tot aan de kruising met de N867.
- De N867 tot aan de kruising ervan met de N87 ter hoogte van Heinstert.
- De N87 tot aan de kruising ervan met de rue du Burgknapp te Heinstert.

- De rue du Burgknapp tot aan de kruising ervan met de rue de la Halte te Nobressart.
- De rue de la Halte tot aan de kruising ervan met de rue du Centre.
- De rue du Centre en de rue de l'Eglise tot Thiaumont.
- De rue du Marquisat, de rue de la Carrière en de rue de la Lorraine tot Lischert.
- De rue du Beynert en Millewee tot aan de kruising ervan met de N4 ter hoogte van Metzert.
- De N4 tot aan de kruising ervan met de Luxemburgse grens.

Kaart



Gezien om gevoegd te worden bij het besluit van de Waalse Regering van 1 september 2022 houdende verscheidene maatregelen ter bestrijding van Afrikaanse varkenspest bij wilde zwijnen.

Namen, 1 september 2022.

Voor de Regering :
De Minister-President,
E. DI RUPO

De Minister van Economie, Buitenlandse Handel, Onderzoek, Innovatie, Digitale Technologieën, Ruimtelijke Ordening, Landbouw, het "IFAPME", en de Vaardigheidscentra,
W. BORSUS

De Minister van Leefmilieu, Natuur, Bossen, Landelijke Aangelegenheden en Dierenwelzijn,
C. TELLIER